



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'interministérialité  
et du développement durable**

**ARRÊTÉ DIDD – 2023 – n° 334**

**modifiant l'autorisation d'exploiter accordée à la société GSM  
pour sa carrière située au lieu-dit « Les Biousses » aux Alleuds sur le territoire  
de la commune de Brissac-Loire-Aubance**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques**

- Vu** le titre Ier du livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article R. 516-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;
- Vu** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2023-026 du 26 septembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graves D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 au nom de la société GSM (87 ha - 20 ans) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013 de modification des conditions de réaménagement des zones centrales et Nord de la carrière avec apport de matériaux inertes extérieurs pour une durée de 5 ans ;

**Vu** le courrier du préfet du 13 janvier 2016 actant la création d'un second ensemble aire étanche et local à hydrocarbures sur la carrière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 (prolongation de l'acceptation de déchets inertes extérieurs au vu du remblaiement de la carrière) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021 de prolongation de l'autorisation d'exploiter de 2 années.

**Vu** la demande de la société GSM du 27 juillet 2023 sollicitant une prolongation de 2 ans de l'autorisation d'exploiter la carrière au lieu-dit « Les Biousses » aux Alleuds sur le territoire de la commune de Brissac-Loire-Aubance ;

**Vu** le dossier joint à la demande ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 octobre 2023 ;

**Vu** la consultation du public par voie électronique du 12 novembre 2023 au 27 novembre 2023 inclus dans les conditions de l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement sur le porter à connaissance sollicitant 2 ans de prolongation ;

**Vu** l'absence d'observation du public lors de la consultation ouverte par voie électronique entre 12 novembre 2023 et le 27 novembre 2023 inclus ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par courriel du 30 novembre 2023 par le demandeur sur ce projet ;

**Considérant** que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière ni les conditions d'exploitation existantes ;

**Considérant** que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société GSM ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

**Considérant** que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier ou compléter les arrêtés préfectoraux D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002, DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013, DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 et DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021 pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

**Considérant** que les dispositions prises dans les arrêtés préfectoraux D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002, DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013, DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 et DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021 et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la

commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

## ARRETE

### ARTICLE 1 OBJET

Les prescriptions prévues par les arrêtés préfectoraux D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002, DIDD-2013 n° 245 du 15 juillet 2013, DIDD/BPEF/2018 n° 14 du 16 janvier 2018 et DIDD-2021-n°106 du 05 mai 2021 autorisant la société GSM, dont le siège social est situé 4 Place des saisons – Tour Alto, 92400 Courbevoie, à exploiter la carrière située au lieu-dit « Les Biousses » aux Alleuds sur le territoire de la commune de Brissac-Loire-Aubance sont modifiées par celles du présent arrêté.

### ARTICLE 2 DURÉE DE L'AUTORISATION

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 modifié est augmentée de 2 ans (nouvelle échéance au 06 mai 2026).

### ARTICLE 3 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 6 de l'arrêté préfectoral D3-2002 n° 297 du 7 mai 2002 susvisé est complété, pour la durée d'exploitation restante jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains, par le montant des garanties financières suivant : 2 262 805 € TTC.

Ce montant est indexé sur l'indice TP01. L'indice TP 01 d'avril 2023 (129,4) est pris comme référence initiale.

La société GSM transmettra au préfet de Maine-et-Loire les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul du montant sur la base du dernier indice TP 01 connu et le plan associé) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la période d'exploitation restante sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### ARTICLE 4 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 5 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Brissac-Loire-Aubance et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 6 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de la commune de Brissac-Loire-Aubance et à la société GSM.

Fait à Angers, le 07/04/2015

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY